

À: Vladimir V. Poutine
Président de la Fédération de Russie

cc: Dmitri A. Medvedev, Premier ministre
Alexandre V. Konovalov, ministre de la justice

Monsieur le Président,

Je vous écris cette lettre afin que vous encouragiez le ministre russe de la justice à révoquer sa décision de forcer l'Association russe des Peuples autochtones du Nord (RAIPON) à cesser ses activités pendant six mois. La décision de suspendre RAIPON n'est pas simplement une punition injuste à une transgression supposée de la législation par RAIPON ; cette décision va sérieusement entraver la capacité des russes d'exercer leurs droits constitutionnels tant au sein de la Fédération qu'à l'étranger.

Cette fermeture forcée du RAIPON pour des raisons bureaucratiques mineures constitue une mobilisation abusive flagrante de la loi russe et devrait être immédiatement révoquée afin que RAIPON puisse adapter la structure de son organisation à la législation sans pour autant cesser ses activités. Le ministre de la justice a justifié la suspension de RAIPON en affirmant que, en violation de la loi russe, les filiales régionales de l'organisation n'étaient pas inscrites dans la Charte de celle-ci. RAIPON existe depuis plus de 20 ans, et la Constitution russe n'est entrée en vigueur qu'en 1994. La Charte de RAIPON a été adoptée en 1990, et définit une méthode d'inscription des filiales sur une liste, méthode qui a été appliquée de manière constante. À ce jour, le ministre de la justice a réalisé deux contrôles fédéraux – dont aucun d'entre eux n'a fait mention d'une quelconque violation par RAIPON de la Constitution russe. Cette soudaine suspension forcée des activités de RAIPON est insensée. Elle est en effet disproportionnée compte tenu de la longue histoire de respect de la législation par cette organisation, particulièrement depuis que les dirigeants de RAIPON ont essayé de bonne foi de corriger les violations aux exigences administratives qui avaient été relevées par le ministre en 2010. Le ministre de la justice a cependant refusé d'accepter la Charte soumise par RAIPON en 2011 et de travailler avec ce dernier pour résoudre la question. L'incapacité de l'organisation à résoudre le problème malgré les grands efforts fournis atteste du manque de soutien du ministre. C'est pourquoi nous vous exhortons à demander au ministre de la justice de résoudre cette question bureaucratique sans entraver l'important travail de RAIPON.

Arrêter le travail de RAIPON limiterait sérieusement la capacité des peuples autochtones de Russie à faire respecter leurs droits constitutionnels, tant en Russie qu'au niveau international. En plus d'apporter une assistance légale et morale aux milliers de peuples autochtones en Russie, RAIPON conseille les agences locales et fédérales pour que celles-ci définissent les meilleures politiques afin de travailler avec les communautés autochtones. Il participe par ailleurs activement au front de tous les peuples de la Russie. Si cette organisation doit être fermée, ce sera la fin d'une force essentielle travaillant à la coopération interethnique à travers la Russie.

RAIPON représente également les autochtones russes dans plusieurs agences gouvernementales internationales et multinationales. En démantelant RAIPON, le ministre de

la justice a affaibli de manière significative l'influence de la Russie dans de tels forums, tel le Conseil de l'Arctique, l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, ou le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Il est dans l'intérêt du gouvernement russe d'assurer que ses citoyens soient représentés dans de telles organisations, et le ministre de la justice devrait par conséquent chercher à résoudre les irrégularités administratives dans le fonctionnement de RAIPON sans pour autant perturber la représentation internationale de l'organisation.

En tant que Président de la Fédération de Russie, il est de votre devoir de protéger vos citoyens. Fermer RAIPON affectera des milliers d'autochtones russes qui comptent sur l'organisation pour obtenir des conseils légaux, une assistance légale et une représentation internationale. Pour cette raison, je vous exhorte à prendre immédiatement les mesures nécessaires afin que le ministre de la justice rétablisse RAIPON et l'aide à reprendre ses activités en conformité avec la Constitution russe